

**QIIRO vous propose des modèles de documents juridiques éprouvés, à jour des dernières réformes et règlementations en vigueur. Néanmoins, nos modèles restent généraux et nécessitent d’être adaptés.**

**En cas de doute sur la rédaction ou les conséquences juridiques de l’un de nos modèles de documents, nous vous recommandons l’accompagnement par un professionnel du droit.**

CONTRAT DE DOMICILIATION

*Articles R.123-167 à R.123-171 du Code de commerce relatifs à la domiciliation des entreprises*

Entre les soussignés :

* *Pour les personnes physiques :*

Monsieur *ou* Madame *(Nom, Prénoms, le cas échéant indiquer le nom de jeune fille)*, né(e) *(date)* à *(lieu)*, demeurant à *(adresse complète)*, de nationalité *(préciser la nationalité)*, exerçant la profession *(préciser la profession)*,

*le cas échéant :* immatriculé(e) au Registre du commerce et des sociétés de *ou*au Répertoire des métiers de (*lieu d'immatriculation*) sous le numéro *(numéro d’immatriculation),*célibataire*ou* marié(e) le *(date)* à la mairie de *(ville)*sous le régime de *(préciser le régime)*,

*le cas échéant :* aux termes d’un contrat de mariage passé devant Maître *(Nom)*, notaire à *(ville)*, le *(date)*.

* *Pour les personnes morales :*

La société ou l’entreprise individuelle *(nom de la société ou de l’entreprise individuelle et forme sociale, exemple : SA, SARL, SASU...*), au capital de *(montant du capital social)* euros, dont le siège social est situé (*adresse du siège social*), immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de *ou*au Répertoire des métiers de (*lieu d'immatriculation*) sous le numéro *(numéro d’immatriculation)*.

***Option 1. -***Prise en la personne de son représentant légal, Monsieur *ou* Madame *(Nom, Prénoms, le cas échéant indiquer le nom de jeune fille)*demeurant *(adresse)* *ou*domicilié(e) audit siège.

***Option 2. -*** Représentée par Monsieur *ou* Madame *(Monsieur ou Madame Nom, Prénoms, le cas échéant indiquer le nom de jeune fille)*, en qualité de *(qualité du représentant, exemple : président, directeur, gérant…),*spécialement habilité(e) aux fins des présentes en vertu de *(préciser la nature et la date de l’acte d’habilitation, à joindre en annexe éventuellement).*

Ci-après désigné(e) “ **Le Domiciliataire**”,

d'une part,

Et,

* *Pour les personnes physiques :*

Monsieur *ou* Madame *(Nom, Prénoms, le cas échéant indiquer le nom de jeune fille)*, né(e) *(date)* à *(lieu)*, demeurant à *(adresse complète)*, de nationalité *(préciser la nationalité)*, exerçant la profession *(préciser la profession)*,

*le cas échéant :* immatriculé(e) au Registre du commerce et des sociétés de *ou*au Répertoire des métiers de (*lieu d'immatriculation*) sous le numéro *(numéro d’immatriculation),*célibataire*ou* marié(e) le *(date)* à la mairie de *(ville)*sous le régime de *(préciser le régime)*,

*le cas échéant :* aux termes d’un contrat de mariage passé devant Maître *(Nom)*, notaire à *(ville)*, le *(date)*.

* *Pour les personnes morales :*

La société ou l’entreprise individuelle *(nom de la société ou de l’entreprise individuelle et forme sociale, exemple : SA, SARL, SASU...*), au capital de *(montant du capital social)* euros, dont le siège social est situé (*adresse du siège social*), immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de *ou*au Répertoire des métiers de (*lieu d'immatriculation*) sous le numéro *(numéro d’immatriculation)*.

***Option 1. -***Prise en la personne de son représentant légal, Monsieur *ou* Madame *(Nom, Prénoms, le cas échéant indiquer le nom de jeune fille)*demeurant *(adresse)* *ou*domicilié(e) audit siège.

***Option 2. -*** Représentée par Monsieur *ou* Madame *(Monsieur ou Madame Nom, Prénoms, le cas échéant indiquer le nom de jeune fille)*, en qualité de *(qualité du représentant, exemple : président, directeur, gérant…),*spécialement habilité(e) aux fins des présentes en vertu de *(préciser la nature et la date de l’acte d’habilitation, à joindre en annexe éventuellement).*

Ci-après désigné(e) “ **Le Domicilié**”,

d'autre part,

**IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :**

**ARTICLE 1. DOMICILIATION**

La présente convention prévoit que le Domiciliataire autorise le Domicilié à domicilier son siège social dans ses locaux, dont il a légalement la jouissance, et qui sont situés à l’adresse suivante : *(Adresse des locaux)*

Le Domiciliataire met à la disposition du Domicilié dans l’immeuble désigné en préambule des présentes :

* *(Description des lieux : un ou plusieurs locaux, surface, etc.)* à usage exclusif de bureaux.
* Les services suivants : *(Description des services : téléphone, courrier, secrétariat, etc.)*

En outre, le Domiciliataire s’engage à mettre à disposition du Domicilié une pièce propre à garantir la confidentialité et les réunions des organes sociaux de direction, d’administration et de surveillance du Domicilié, ainsi que la tenue, la conservation et la consultation de ses livres légaux.

Le Domiciliataire s’engage à réceptionner, conserver et transmettre le courrier.

Le Domicilié déclare connaître l’état du matériel, du mobilier et des bureaux mis à sa disposition et accepte de les utiliser dans l’état où ils se trouvent au jour de la signature de la présente convention.

**ARTICLE 2. OBLIGATIONS DU DOMICILIÉ**

Au titre de la présente convention, le domicilié s’engage à garantir l’exécution de ses obligations légales et règlementaires, et notamment à :

* Utiliser effectivement et exclusivement les locaux comme *(Préciser l’usage : soit comme siège social ; soit comme agence ou succursale officielle).*
* Informer le Domiciliataire de toutes les personnes qui ont le pouvoir d’engager la société à titre habituel, ainsi que leur identité.
* Informer le Domiciliataire de toute modification concernant l’objet social, la forme juridique ou l’activité de la société.
* Donner mandat au domiciliataire pour recevoir toute notification légale en son nom.

**ARTICLE 3. OBLIGATIONS DU DOMICILIATAIRE**

Le Domiciliataire déclare être titulaire d’un agrément pour l’exercice de l’activité de domiciliation, délivré par le Préfet de *(Indiquer la préfecture visée)* en date du *(Indiquer la date d’obtention de l’agrément)*, obtenu par un arrêté n°*(Indiquer le numéro de l’arrêté ayant délivré l’agrément)* dont une copie est annexée à la présente convention. Il s’engage à le renouveler conformément aux prescriptions légales, et le maintenir en vigueur pendant toute la durée du contrat.

En outre, le Domiciliataire s’engage à :

* Mettre à disposition du Domicilié des locaux susceptibles d’accueillir l’activité de l’entreprise et permettant d’assurer la confidentialité des documents de celle-ci ;
* Détenir et mettre à jour un dossier exhaustif comprenant certaines informations sur le domicilié (dénomination sociale, numéro d’immatriculation du domicile et coordonnées du dirigeant de la société domicilié) ; ce dossier doit contenir les documents justificatifs relatifs à chacun des lieux d’activités des domiciliés et de conservation de leurs documents comptables s’ils ne sont pas conservés chez le domiciliaire ;
* Fournir, sur demande d’un huissier de justice muni d’un titre exécutoire, tous les renseignements nécessaires. Chaque trimestre, il doit envoyer au centre des impôts et aux organismes de recouvrement de cotisations, la liste complète des personnes physiques et morales domiciliées dans ses locaux au cours de cette période ou de ceux qui ont mis fin à leur domiciliation. Chaque année, elle doit leur communiquer un récapitulatif des personnes présentes au 1er janvier, et ce avant le 15 janvier ;
* À mettre en oeuvre les procédures obligatoires concernant la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme, en vertu du Chapitre 1er du titre VI du livre V du Code monétaire et financier ;
* À informer le greffier du tribunal de commerce compétent en cas de résiliation anticipée, de cessation de la domiciliation de l’entreprise dans son local ou d’expiration du contrat ;
* À informer le greffier du tribunal de commerce compétent lorsque le Domicilié n’a pas pris connaissance de son courrier depuis plus de TROIS (3) mois.

**ARTICLE 4. TARIF DE LA DOMICILIATION**

La domiciliation est consentie en contrepartie du paiement, par le Domicilié, d’une somme mensuelle versée à titre de redevance s’élevant à *(Somme en lettres)* euros H.T. *((Somme en chiffre)* *€ hors taxes)*.

**ARTICLE 5. DURÉE**

Le présent contrat est consenti pour une durée de *(Indiquer la durée - la durée minimale d’un contrat de domiciliation est de 3 mois)* mois à compter du *(Indiquer la date de début de la domiciliation)*.

Il se renouvellera par tacite reconduction pour une durée de *(Indiquer la durée)* mois, sauf dénonciation notifiée par l’un des parties par lettre recommandée avec demande d’avis de réception *(Indiquer le délai de préavis)* mois avant le terme fixé .

Le présent contrat pourra également être résilié par anticipation, par l’une ou l’autre partie en cas de manquement par l’un des parties des obligations mises à sa charge par les présentes. Dans ce cas, la résiliation prendra effet de plein droit *(Indiquer le délai au terme duquel la résiliation pour manquement prendra effet)* jours après la réception d’une mise en demeure adressée, par lettre recommandée avec demande d’avis de réception, par la partie lésée à la partie défaillante et demeurée infructueuse.

Lors de l’expiration du contrat ou en cas de résiliation, le domiciliataire devra informer le Greffe du tribunal de commerce de *(Indiquer le Greffe du Tribunal de commerce dont dépend la société domicilié)* de la cessation de la domiciliation.

Fait à *(Précisez la ville de signature du contrat)*

Le *(Précisez la date de signature du contrat)*

En*(Précisez le nombre d'exemplaires du contrat produits)* exemplaires.

**Le Domiciliataire Le Domicilié**

*Signature Signature*